

AP N° 2026-MD-69-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
à l'encontre de la société VANDEMOORTELE de respecter les prescriptions
relatives aux installations de réfrigération à l'ammoniac concernant ses activités
situées sur le territoire de la commune de REIMS (51689)**

Le Préfet de la Marne

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I ;
VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-86-IC du 27 mai 2004, autorisant la société CROUSTIFRANCE à exploiter un établissement de fabrication de produits de base ou semi-finis, en pâte levée ou feuilletée, vendus sous forme crue surgelée ou frites surgelées pour donuts ;
VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-APC-167-IC portant modifications des conditions d'exploitation au sein de l'installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation de la société Vandemoortele Bakery Products France sise 1 rue des Macécliers à Reims ;
VU le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 9 février 2026 des installations de la société Vandemoortele ;
VU le projet d'arrêté porté le 2 mars 2026 à la connaissance de l'exploitant ;
VU l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du demandeur.

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté lors de l'inspection du 9 février 2026 que l'exploitant :

- N'a pas procédé à la visite annuelle de la salle des machines 1 (SDM1) en 2025 en non-conformité avec les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé ;
- Ne dispose pas de liste des équipements importants pour la sécurité (EIPS) pour la salle des machines 2 (SDM2), de procédures sur la maintenance des EIPS, de consignes sur la conduite à tenir en cas d'indisponibilité des EIPS, en non-conformité avec les dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé ;
- Ne dispose pas de plan d'implantation de détecteurs NH3 ni de démonstration de leur pertinence, de plan d'entretien des détecteurs en adéquation avec leur caractéristiques et leur usage en non-conformité avec les dispositions de l'article 42 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé.

CONSIDÉRANT que les rapports de visite annuelle de 2024 pour SDM1 et de 2025 pour SDM2 font apparaître de nombreuses non-conformités, que les rapports de vérification des EIPS et des détecteurs NH3 de 2025 font état de nombreux dysfonctionnements et l'absence de contrôle sur certains équipements mettant en cause la sécurité des installations de réfrigération à l'ammoniac ;

CONSIDÉRANT l'absence de plan d'action visant à résorber l'ensemble des écarts et des dysfonctionnements ;

CONSIDÉRANT que l'ammoniac est un fluide toxique susceptible d'affecter les intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence il y a lieu de proposer des mesures d'urgence pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement prévus par l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement* ».

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE, dont le siège social est situé ZA le Haut Montigné - 35370 TORCE, est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté, pour l'exploitation de ses installations de réfrigération à l'ammoniac SDM1 et SDM2 situé 1 rue des Macecliers 51689 REIMS.

Article 2 : Respect de prescriptions

2.1 Visite annuelle :

Sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé :

« Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. ».

2.2 Equipements Importants Pour la Sécurité (EIPS) :

Sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé :

« Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.). Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test, de leur efficacité.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.

Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements. »

2.3 Détection, alarme et ventilation :

Sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 42 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé :

« Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

[...]

Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur. »

Article 3 : Mesures d'urgence

Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées un plan d'actions visant à résorber l'ensemble des écarts constatés dans les rapports de visite annuelle et dans les rapports de vérification des EIPS sous les meilleurs délais.

Sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées, les moyens et mesures compensatoires qu'il met en place en vue de compenser le dysfonctionnement des EIPS.

Puis tous les 15 jours, l'exploitant transmet à l'Inspection des Installations classées un compte rendu sur l'avancée du plan d'action et sur les moyens compensatoires mis en place.

Article 4 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr.

Article 7 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à Monsieur le Maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le Directeur de la société VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE dont le siège social est situé ZA le Haut Montigné - 35370 TORCE.

Châlons-en-Champagne, le 30 MARS 2026

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, overlapping strokes.

Thibaut FÉLIX